

MEMORIAL
Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL
Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL ADMINISTRATIF ET ECONOMIQUE

B – N° 60

10 octobre 2003

S o m m a i r e

Arrêté grand-ducal du 22 août 2003 autorisant l'admission de la commune de Rambrouch au Syndicat Intercommunal de Dépollution des Eaux Résiduaire du Nord (S.I.D.E.N.)	940
Arrêté ministériel du 24 septembre 2003 portant nomination d'un délégué à la formation des adultes.	940
Centre Informatique de l'Etat – Examen-concours.	940
Corps diplomatique – Nominations	940
Indigénat – Naturalisations.	941
Inspection Générale de la Police – Examen.	942
Institut Luxembourgeois de Régulation – Comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2002	943
Marchés publics.	948
Ministère de la Famille, de la Solidarité Sociale et de la Jeunesse – Centres d'accueil avec hébergement pour enfants et jeunes adultes – Agréments.	948
Ministère de la Famille, de la Solidarité Sociale et de la Jeunesse – Services pour personnes âgées – Agréments	949
Santé – Relevé des maladies transmissibles déclarées pendant le mois d'août 2003	950

Arrêté grand-ducal du 22 août 2003 autorisant l'admission de la commune de Rambrouch au syndicat intercommunal de dépollution des eaux résiduaires du nord (S.I.D.E.N.).

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu la loi du 23 février 2001 concernant les syndicats de communes;

Vu la délibération du conseil communal de Rambrouch en date du 7 avril 2003 aux termes de laquelle le prédit corps sollicite l'admission de la commune qu'il représente au syndicat intercommunal de dépollution des eaux résiduaires du nord (S.I.D.E.N.) dont la création a été autorisée par arrêté grand-ducal du 23 mars 1994;

Vu les délibérations des conseils communaux des communes de Bastendorf, Bettendorf, Bissen, Boulaide, Bourscheid, Clervaux, Colmar-Berg, Consthum, Ermsdorf, Erpeldange, Ettelbruck, Feulen, Fouhren, Heffingen, Heiderscheid, Hosingen, Kautenbach, Larochette, Medernach, Mertzig, Munshausen, Neunhausen, Nommern, Putscheid, Troisvierges, Vianden, Wahl, Weiswampach, Wiltz et Winseler desquelles il résulte qu'ils sont d'accord avec l'admission de la commune de Rambrouch au syndicat intercommunal en question;

Sur rapport de Notre Ministre de l'Intérieur et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Art. 1^{er}. Sont approuvées les délibérations précitées ayant pour objet l'admission de la commune de Rambrouch au syndicat intercommunal de dépollution des eaux résiduaires du nord (S.I.D.E.N.).

Art. 2. Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Mémorial.

Le Ministre de l'Intérieur,

Michel Wolter

Château de Berg, le 22 août 2003.

Henri

**Arrêté ministériel du 24 septembre 2003
portant nomination d'un délégué à la formation des adultes.**

Art. 1^{er}. Conformément aux dispositions du règlement ministériel du 20 juillet 1992 concernant la nomination, les attributions et les rémunérations des délégués à la formation des adultes, l'arrêté ministériel du 7 juin 2002 est modifié de la manière suivante:

8. au Lycée Technique du Centre:

Monsieur Carlo *Schmit*, directeur adjoint

Monsieur Armand *Thilgen*, employé

Art. 2.- Le présent arrêté est applicable à partir de l'année scolaire 2003/2004.

*Le Ministre de l'Education Nationale,
de la Formation Professionnelle et des Sports,*
Anne Brasseur

Centre Informatique de l'Etat. – Examen-concours. – Le Centre Informatique de l'Etat organisera au cours du mois de novembre 2003 un examen-concours pour l'admission au stage dans la carrière de l'informaticien diplômé.

Corps diplomatique. – Nominations. – Par arrêté grand-ducal du 18 juillet 2003, Monsieur *Hubert WURTH*, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire en service ordinaire, a été nommé chef de la mission diplomatique luxembourgeoise en France.

Par arrêté grand-ducal du 18 juillet 2003, Monsieur *Jean-Marc HOSCHEIT*, Conseiller de Légation première classe en service ordinaire, a été nommé Représentant Permanent auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York.

Par arrêté grand-ducal du 18 juillet 2003, Monsieur *Paul DUHR*, Conseiller de Légation première classe en service ordinaire, a été nommé chef de la Représentation Permanente auprès de l'Union de l'Europe Occidentale et Représentant permanent auprès du Comité politique et de sécurité.

Par arrêté grand-ducal du 18 juillet 2003, Monsieur *Gaston STRONCK*, Conseiller de Légation première classe en service ordinaire, a été nommé chef de la mission diplomatique luxembourgeoise au Danemark.

Par arrêté grand-ducal du 18 juillet 2003, Madame *Sylvie LUCAS*, Conseiller de Légation en service ordinaire, a été nommée chef de la mission diplomatique luxembourgeoise au Portugal.

Par arrêté grand-ducal du 27 juillet 2003, Monsieur *Carlo KRIEGER*, Conseiller de Légation en service ordinaire, a été nommé chef de la mission diplomatique luxembourgeoise en Fédération de Russie.

Par arrêté grand-ducal du 30 juin 2003, Monsieur *Marc LEMAITRE* a été nommé Conseiller de Légation adjoint en service ordinaire.

Par arrêté grand-ducal du 30 juin 2003, Monsieur *Olivier BALDAUFF* a été nommé Secrétaire de Légation premier en rang en service ordinaire.

Par arrêté grand-ducal du 10 juillet 2003, Madame *Nadia ERNZER* a été nommée Secrétaire de Légation en service ordinaire.

Par arrêté grand-ducal du 27 juillet 2003, Madame *Michèle EISENBARTH* a été nommée Conseiller de Légation en service ordinaire.

Par arrêté grand-ducal du 27 juillet 2003, Monsieur *Marc THILL* a été réintégré dans le corps diplomatique et nommé Conseiller de Légation première classe en service ordinaire.

Par arrêté grand-ducal du 27 juillet 2003, Monsieur *Georges FRIDEN* a été réintégré dans le corps diplomatique et nommé Conseiller de Légation adjoint en service ordinaire.

Par arrêtés grand-ducaux du 27 juillet 2003, Monsieur *Fabien RAUM*, Monsieur *Philippe DONCKEL* et Monsieur *Patrick HEMMER* ont été nommés Attachés de Légation en service ordinaire.

Indigénat.

(Publication prescrite par la loi modifiée du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise)

Naturalisations

– Par loi du 26.05.2003, la naturalisation est accordée au sieur *EMINI Vebi Sulejman*, né le 12.10.1946 à Breca (Yougoslavie), demeurant à Remerschen.

Cette naturalisation a été acceptée le 11.06.2003 ainsi que cela résulte d'un procès-verbal dressé le même jour par l'officier de l'état civil de la commune de Remerschen.

Elle sort ses effets quatre jours après la présente publication.

– Par loi du 26.05.2003, la naturalisation est accordée au sieur *MIANGOUILA Christian Rustique Parfait*, né le 20.04.1968 à Brazzaville (Rép. du Congo), demeurant à Crauthem.

Cette naturalisation a été acceptée le 31.07.2003 ainsi que cela résulte d'un procès-verbal dressé le même jour par l'officier de l'état civil de la commune de Roeser.

Elle sort ses effets quatre jours après la présente publication.

– Par loi du 26.05.2003, la naturalisation est accordée à la dame *SAKIC Vesna*, née le 01.10.1962 à Smederevska Palanka (Yougoslavie), demeurant à Merttert.

Cette naturalisation a été acceptée le 07.07.2003 ainsi que cela résulte d'un procès-verbal dressé le même jour par l'officier de l'état civil de la commune de Merttert.

Elle sort ses effets quatre jours après la présente publication.

– Par loi du 26.05.2003, la naturalisation est accordée au sieur *SANCHA DA LUZ Pedro Januario*, né le 25.03.1966 à Nossa Senhora do Rosario/Ribeira Grande (Cap Vert), demeurant à Luxembourg.

Cette naturalisation a été acceptée le 20.08.2003 ainsi que cela résulte d'un procès-verbal dressé le même jour par l'officier de l'état civil de la commune de Luxembourg.

Elle sort ses effets quatre jours après la présente publication.

– Par loi du 26.05.2003, la naturalisation est accordée au sieur *DASCALU Ion*, né le 28.03.1952 à Constanta (Roumanie), demeurant à Rodange.

Cette naturalisation a été acceptée le 05.06.2003 ainsi que cela résulte d'un procès-verbal dressé le même jour par l'officier de l'état civil de la commune de Pétange.

Elle sort ses effets quatre jours après la présente publication.

– Par loi du 26.05.2003, la naturalisation est accordée à la dame ALEXA Lica, née le 01.03.1952 à Braila (Roumanie), demeurant à Rodange.

Cette naturalisation a été acceptée le 05.06.2003 ainsi que cela résulte d'un procès-verbal dressé le même jour par l'officier de l'état civil de la commune de Pétange.

Elle sort ses effets quatre jours après la présente publication.

– Par loi du 26.05.2003, la naturalisation est accordée au sieur LOPES Rui Alfredo, né le 08.04.1962 à Nossa Senhora do Rosario/Ribeira Grande (Cap Vert), demeurant à Luxembourg.

Cette naturalisation a été acceptée le 26.08.2003 ainsi que cela résulte d'un procès-verbal dressé le même jour par l'officier de l'état civil de la commune de Luxembourg.

Elle sort ses effets quatre jours après la présente publication.

– Par loi du 26.05.2003, la naturalisation est accordée à la dame MONTEIRO Isolete Maria, née le 22.01.1965 à Nossa Senhora do Rosario/Ribeira Grande (Cap Vert), demeurant à Hesperange.

Cette naturalisation a été acceptée le 11.06.2003 ainsi que cela résulte d'un procès-verbal dressé le même jour par l'officier de l'état civil de la commune de Hesperange.

Elle sort ses effets quatre jours après la présente publication.

Inspection Générale de la Police. – Examen. – Il est porté à la connaissance des intéressés que l'Inspection Générale de la Police organisera dans la carrière de l'attaché de direction un examen de fin de stage qui aura lieu le 5 décembre 2003.

Institut Luxembourgeois de Régulation
Comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2002

Conformément à l'article 63 de la loi modifiée du 21 mars 1997 sur les télécommunications, le Gouvernement en conseil a accordé en date du 4 juillet 2003 la décharge à la direction de l'Institut Luxembourgeois de Régulation pour l'exercice 2002.

Institut Luxembourgeois de Régulation
Bilan au 31 décembre 2002 (après affectation)

ACTIF	Val.brutes	Corr.valeur	31.12.2002	31.12.2001	PASSIF	31.12.2002	31.12.2001
A. CAPITAL DE DOTATION NON-VERSE					A. CAPITAUX PROPRES (2.f)		
B. FRAIS D'ETABLISSEMENT					I. Capital de dotation	1 239 467.62	1 239 467.62
C. ACTIF IMMOBILISE					II. Réserve pour investissements	17 458 964.72	14 294 136.15
I. Immobilisations incorporelles					III. Résultats reportés	2 803 108.68	1 591 353.57
II. Immobilisations corporelles (2.a)	2 515 229.94	1 537 806.21	977 423.73	537 969.40			
III. Immobilisations financières (2.b)	4 760.00		4 760.00	1 239.47			
Total (C)	2 519 989.94	1 537 806.21	982 183.73	539 208.87	Total (A)	21 501 541.02	17 124 957.34
D. ACTIF CIRCULANT					B. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
I. Stock							
II. Créances					C. DETTES		
1. Echéance inférieure à un an (2.c)	2 366 828.88	488 109.48	1 878 719.40	1 521 775.81	1. Echéance inférieure à un an (2.g)	302 574.14	449 095.10
2. Echéance supérieure à un an					2. Echéance supérieure à un an		
III. Valeurs mobilières					Total (C)	302 574.14	449 095.10
IV. Avoirs en banque, avoirs en comptes chèques postaux, chèques et encaisse (2.d)	19 539 784.91		19 539 784.91	16 472 625.64	D. COMPTES DE REGULARISATION (2.h)	13 493.02	14 402.61
Total (D)	21 906 613.79	488 109.48	21 418 504.31	17 994 401.45	E. BENEFICE DE L'EXERCICE	791 207.14	1 211 755.11
E. COMPTES DE REGULARISATION (2.e)	208 127.28		208 127.28	266 599.84			
F. PERTE DE L'EXERCICE							
TOTAL GENERAL (A+B+C+D+E+F)			22 608 815.32	18 800 210.16	TOTAL GENERAL (A+B+C+D+E)	22 608 815.32	18 800 210.16

L'annexe ci-jointe fait partie intégrante des comptes annuels.

Institut Luxembourgeois de Régulation
Compte de Profits et Pertes de l'exercice 2002

CHARGES		2002	2001	PRODUITS		2002	2001
Charges brutes	(3.a)	2 013 353.18	1 123 428.15	Produits bruts	(3.c)	7 795 608.18	8 780 399.10
Frais de personnel	(3.b)						
a) salaires et traitements		1 551 552.20	1 229 935.95	Produits provenant d'autres valeurs mobilières et de créances de l'actif immobilisé			
b) charges sociales							
- charges sociales hors pensions		89 608.56	81 663.59				
- ch.sociales couvrant les pensions							
Corrections de valeur				Autres intérêts et produits assimilés		591 631.06	642 028.02
a) sur frais d'établissement et sur immobilisations corporelles et incorporelles		397 087.99	767 970.94				
b) sur éléments de l'actif circulant, dans la mesure où elles dépassent les corrections de valeur normales au sein de l'entreprise		117 532.90	115 770.04	Produits exceptionnels	(3.d)	46 714.47	16 509.44
Autres charges d'exploitation		85 022.19	16 033.11				
Corrections de valeur sur immobilisations financières et sur valeurs mobilières faisant partie de l'actif circulant				Résultat de l'exercice			
Intérêts et charges assimilées		1 935.99	1 506.15				
Charges exceptionnelles	(3.d)	221 824.99	43 853.08				
Réserve pour investissements		3 164 828.57	4 847 020.44				
Résultat de l'exercice		791 207.14	1 211 755.11				
Total		8 433 953.71	9 438 936.56	Total		8 433 953.71	9 438 936.56

L'annexe ci-jointe fait partie intégrante des comptes annuels.

Annexe aux comptes annuels au 31 décembre 2002

1. GENERALITES

La législation sur le secteur des télécommunications a été réformée de manière fondamentale en 1997. C'est dans le cadre de cette réforme qu'a été créé l'Institut Luxembourgeois des Télécommunications. L'article 44 de la loi du 21 mars 1997 sur le secteur des télécommunications, modifié par la loi du 24 juillet 2000 sur l'organisation du marché de l'électricité, stipule: "Il est créé un établissement public dénommé Institut Luxembourgeois de Régulation. Cet établissement, qui est placé sous la surveillance du Ministre des Communications, jouit de l'autonomie financière et administrative et est doté de la personnalité juridique."

La loi du 21 mars 1997 impose à l'Institut Luxembourgeois de Régulation l'établissement de comptes annuels sans cependant définir la forme que doivent revêtir ces comptes. Dans la présentation des comptes l'Institut s'est donc inspiré des sous-sections 1 à 8 de la section XIII de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.

Les états financiers de l'Institut pour l'exercice 2002 ont été établis conformément aux dispositions et aux pratiques comptables généralement admises au Luxembourg. Les comptes sont tenus en EUR.

L'exercice financier de l'Institut coïncide avec l'année civile.

2. BILAN

2.a) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de revient et font l'objet d'un amortissement linéaire.

Les valeurs brutes des postes installations techniques (1), mobilier (2), matériel de bureau (3), matériel roulant (4) et frais d'aménagement des locaux (5) ont évolué comme suit:

	Valeur au 01.01.2002	(+)	(-)	Valeur au 31.12.2002
(1)	606.247,82	12.095,14	76.825,66	541.517,30
(2)	272.913,09	109.927,99	89.381,59	293.459,49
(3)	1.015.516,15	229.634,93	137.981,45	1.107.169,63
(4)	76.388,29	-	-	76.388,29
(5)	520.953,42	496.695,23	520.953,42	496.695,23
Total	2.492.018,77	848.353,29	825.142,12	2.515.229,94

Les corrections de valeur des différents postes ci-dessus ont évolué comme suit:

	Valeur au 01.01.2002	(+)	(-)	Valeur au 31.12.2002
(1)	550.659,39	32.021,35	76.825,66	505.855,08
(2)	147.821,83	40.983,05	83.732,89	105.071,99
(3)	780.107,53	193.348,91	137.623,50	835.832,94
(4)	38.098,09	15.277,66	-	53.375,75
(5)	437.362,52	115.457,02	515.149,09	37.670,45
Total	1.954.049,36	397.087,99	813.331,14	1.537.806,21

La durée normale d'utilisation prévue des immobilisations est la suivante:

- installations techniques 10 ans resp. 3 ans
- mobilier 8 ans
- matériel de bureau, hardware et software 3-5 ans
- matériel roulant 5 ans
- frais d'aménagement des locaux 10 ans

2.b) Immobilisations financières

Les immobilisations financières représentent un dépôt de garantie.

2.c) Créances

Les créances figurent pour leur valeur nominale et sont ventilées comme suit:

- clients	2.266.969,17
- créances diverses	99.859,71
- correction de valeur	(488.109,48)
	<u>1.878.719,40</u>

Les créances nettes exigibles postérieurement à la date de clôture se chiffrent à 908.453,60 EUR et sont incluses dans le poste « clients ».

Des corrections de valeurs ont été pratiquées afin de tenir compte du risque de non-recouvrement de certaines créances.

2.d) Avoirs en banques

Ce poste se subdivise comme suit:

- avoirs en comptes courants et c.c.p.	19.538.839,08
- caisse	945,83
	<u>19.539.784,91</u>

2.e) Comptes de régularisation à l'actif

Ce poste concerne des frais d'exploitation constatés d'avance.

2.f) Fonds propres

Conformément à l'article 47 de la loi modifiée du 21 mars 1997 l'Institut doit bénéficier de la part de l'Etat d'une dotation initiale en espèces de EUR 1.239.467,62. En contrepartie de cet apport, l'Etat devient détenteur de tous les avoirs de l'Institut, à l'exception des avoirs du compte de service universel.

La dotation initiale prévue par l'article 47 de la loi du 21 mars 1997 n'a pas été versée. Toutefois par décision du Conseil de Gouvernement du 22 mars 2000 l'Institut Luxembourgeois des Télécommunications a été autorisé à compenser les résultats reportés avec le capital de dotation non-versé et figurant à l'actif du bilan, pour un montant de EUR 1.239.467,62.

Par décision du Conseil de l'Institut Luxembourgeois de Régulation, les états financiers de l'Institut sont présentés après affectation de 80 % du résultat de l'exercice à une "Réserve pour investissements".

2.g) Dettes

Les dettes figurent pour leur valeur nominale et sont ventilées comme suit:

- Fournisseurs	218.329,34
- Taxe sur la valeur ajoutée	24.314,88
- Cotisations sécurité sociale	21.380,59
- Tantièmes et indemnités	38.500,00
- Rémunérations à payer	49,33
	<u>302.574,14</u>

Les frais à payer exigibles postérieurement à la date de clôture inclus dans le poste « fournisseurs » se chiffrent à 41.421,59 EUR.

2.h) Comptes de régularisation au passif

Les comptes de régularisation au passif concernent des produits d'exploitation constatés d'avance.

3. COMPTE DE PROFITS ET PERTES

3.a) Charges brutes

Ce poste concerne les frais de fonctionnement normaux de l'Institut:

	2002	Télécom	Fréquence	Electricité	Gaz	Postes
Loyers et charges locatives	738.047,14	131.150,90	402.678,48	56.460,65	56.460,65	91.296,46
Entretien et réparations	300.595,57	27.871,68	230.100,09	11.730,33	11.725,25	19.168,22
Eau et Energie	20.308,51	3.605,82	11.284,94	1.481,26	1.481,19	2.455,30
Frais de PTT	46.945,75	7.576,17	25.376,81	2.322,48	2.191,76	9.478,53
Documentation	12.971,28	2.480,40	8.204,61	798,23	749,58	738,46
Imprimés et fournitures de bureau	37.738,69	5.932,35	20.736,34	2.185,61	2.176,60	6.707,79
Petit équipement	28.713,26	5.873,15	15.504,98	1.579,94	1.538,53	4.216,66
Fournitures diverses	5.537,51	1.025,01	3.072,47	353,83	353,75	732,45
Assurances	21.645,34	2.665,04	15.124,78	982,18	979,12	1.894,22
Honoraires et Commissions	351.538,31	200.742,42	70.412,29	63.569,90	6.660,72	10.152,98
Cotisations organismes internationaux	192.433,02	81.137,27	111.295,75	-	-	-
Transports, voyages et déplacements	123.211,93	44.504,78	53.011,63	8.288,89	8.187,44	9.219,19
Frais divers	50.436,52	14.685,24	22.543,21	7.070,70	4.529,95	1.607,42
Publicité et relations publiques	83.230,35	6.503,15	69.724,58	5.019,39	385,39	1.597,84
TOTAL	2.013.353,18	535.753,38	1.059.070,96	161.843,39	97.419,93	159.265,52

3.b) Frais de personnel

	2002	Télécom	Fréquence	Electricité	Gaz	Postes
Salaires et traitements	1.551.552,20	369.566,92	799.211,47	98.677,44	89.327,46	194.768,91
Charges sociales	89.608,56	18.982,34	50.192,59	4.423,45	4.154,26	11.855,92
TOTAL	1.641.160,76	388.549,26	849.404,06	103.100,89	93.481,72	206.624,83

3.c) Produits bruts

Ce poste concerne les éléments suivants:

	2002
Réseaux de télécom. & services soumis à la licence	1.974.066,44
Gestion de licences mobilphonie	800.000,00
Services soumis à déclaration	33.713,54
Attribution et utilisation de numéros	773.347,23
Produits bruts secteur Télécom	3.581.127,21
Réseaux de télécom. & services soumis à la licence	120.000,00
Mise à disposition de fréquences GSM / DCS 1800	1.699.375,00
Service fixe par satellite	182.284,36
Réseau mobile à utilisation partagée des fréquences	388.657,12
Réseau mobile à utilisation exclusive des fréquences	
Réseau mobile public	106.593,99
Service relevant des besoins de la défense nationale et/ou de la sécurité publique	373.327,57
Liaisons terrestres fixes par radio	357.974,99
Service mobile aéronautique et maritime	145.094,25
Radioamateur	13.733,30
Service fixe de radionavigation et de radiolocalisation	24.789,37
Produits divers	312,62
Produits bruts secteur Fréquence	3.412.142,57
Redevances énergie	312.338,40
Produits bruts secteur Electricité	312.338,40
Remboursement frais de surveillance services postaux	190.000,00
Produits bruts secteur Postes	190.000,00
Redevances énergie	300.000,00
Produits bruts secteur Gaz	300.000,00
TOTAL	7.795.608,18

3.d) Produits et charges exceptionnels

Les produits exceptionnels représentent essentiellement des reprises de correction de valeur sur des créances clients.

Les charges exceptionnelles concernent principalement les frais de déménagement.

3.f) Compte de profits et pertes par secteur de l'exercice 2002 pour publication (avant affectation à la réserve pour investissements)

COMPTE DE RESULTAT	31/12/2002	Electricité	Fréquence	Gaz	Poste	Télécom
Redevances						
Marché électricité	312.338,40	312.338,40	-	-	-	-
Redevances						
Fréquences	3.412.142,57	-	3.412.142,57	-	-	-
Redevances						
Marché Gaz	300.000,00	-	-	300.000,00	-	-
Redevances						
Marché Télécom						
Licences Mobile	1.280.000,00	-	-	-	-	1.280.000,00
Redevances						
Marché Télécom						
Services déclarés	33.713,54	-	-	-	-	33.713,54
Redevances						
Marché Télécom						
Licences ABC	1.494.066,44	-	-	-	-	1.494.066,44
Redevances						
Marché Télécom						
Ressources rares de numérotation	773.347,23	-	-	-	-	773.347,23
Refacturation à l'Etat des Frais encourus par l'Institut	190.000,00	-	-	-	190.000,00	-
Produits Bruts	7.795.608,18	312.338,40	3.412.142,57	300.000,00	190.000,00	3.581.127,21
Charges Brutes	(2.013.353,18)	(161.843,39)	(1.059.070,96)	(97.419,93)	(159.265,52)	(535.753,38)
Frais de personnel	(1.641.160,76)	(103.100,89)	(849.404,06)	(93.481,72)	(206.624,83)	(388.549,26)
Corrections de Valeur	(514.620,89)	(22.292,67)	(254.784,98)	(21.810,39)	(37.594,28)	(178.138,57)
Autres Charges exploitation	(85.022,19)	(57,69)	(918,39)	(57,69)	(93,31)	(83.895,11)
Charges Brutes	(4.254.157,02)	(287.294,64)	(2.164.178,39)	(212.769,73)	(403.577,94)	(1.186.336,32)
Résultat d'exploitation	3.541.451,16	25.043,76	1.247.964,18	87.230,27	(213.577,94)	2.394.790,89
Résultat Financier	589.695,07					
Résultat Exceptionnel	(175.110,52)					
Résultat de l'exercice avant affectation	3.956.035,71					

4. AUTRES INDICATIONS

4.a) Personnel employé

Le nombre de personnes employées au 31 décembre 2002 à l'Institut Luxembourgeois de Régulation est de 29.

4.b) Fonds de compensation marché électricité

Le Règlement grand-ducal du 22 mai 2001 a instauré un fonds de compensation dans le cadre de la loi du 24 juillet 2000 relative à l'organisation du marché de l'électricité, destiné à répartir équitablement entre tous les gestionnaires de réseau, les charges en relation avec l'exécution des obligations de service public.

Le fonds n'est pas intégré dans les comptes annuels de l'ILR et fera l'objet d'une mission de contrôle distincte par notre réviseur d'entreprises. Au 31 décembre 2002, le fonds dispose de liquidités pour un montant total de 1.213.494,47 EUR.

Marchés publics. – En vue de l'application de l'article 123 paragraphe (2) du règlement grand-ducal du 7 juillet 2003 portant exécution de la loi du 30 juin 2003 sur les marchés publics et portant modification du seuil prévu à l'article 106 point 10° de la loi communale du 13 septembre 1988, le taux de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre en question est fixé pour la durée du 1^{er} septembre 2003 au 31 décembre 2003 à 2,10 %. En cas de retard de paiement, ce taux est à majorer conformément aux dispositions du règlement précité.

Ministère de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse. – Centres d'accueil avec hébergement pour enfants et jeunes adultes. – Agréments. – Par arrêté ministériel du 3 septembre 2003, un agrément limité dans le temps a été accordé à l'organisme gestionnaire «Fondation Kannerschlass», ayant son siège à Soleuvre, pour l'exercice de l'activité de «centre d'accueil classique», appelé «Foyer Jacoby», à l'adresse: 9, rue Roosevelt, L-4662 Differdange.

L'agrément a été enregistré sous le numéro EF/CA/01/010.

Par arrêté ministériel du 3 septembre 2003, un agrément limité dans le temps a été accordé à l'organisme gestionnaire «Fondation Kannerschlass», ayant son siège à Soleuvre, pour l'exercice de l'activité de «centre d'accueil classique», appelé «Foyer Demian», à l'adresse: 33, rue de Luxembourg, L-4220 Esch-sur-Alzette.

L'agrément a été enregistré sous le numéro EF/CA/01/011.

Par arrêté ministériel du 3 septembre 2003, un agrément limité dans le temps a été accordé à l'organisme gestionnaire «Fondation Kannerschlass», ayant son siège à Soleuvre, pour l'exercice de l'activité de «centre d'accueil classique», appelé «Foyer Janosch», à l'adresse: 157, rue de Soleuvre, L-4487 Belvaux.

L'agrément a été enregistré sous le numéro EF/CA/01/012.

Par arrêté ministériel du 3 septembre 2003, un agrément limité dans le temps a été accordé à l'organisme gestionnaire «Fondation Kannerschlass», ayant son siège à Soleuvre, pour l'exercice de l'activité de «centre d'accueil spécialisé», appelé «La Passerelle», à l'adresse: 12, rue Winston Churchill, L-4434 Soleuvre.

L'agrément a été enregistré sous le numéro EF/CA/03/002.

Par arrêté ministériel du 3 septembre 2003, un agrément limité dans le temps a été accordé à l'organisme gestionnaire «KMA - Association Victor ELZ asbl», ayant son siège à Luxembourg, pour l'exercice de l'activité de «centre d'accueil classique», appelé «Foyer de la Vallée», à l'adresse: 13, rue de la Vallée, L-5253 Sandweiler.

L'agrément a été enregistré sous le numéro EF/CA/01/017.

Par arrêté ministériel du 3 septembre 2003, un agrément limité dans le temps a été accordé à l'organisme gestionnaire «KMA - Association Victor ELZ asbl», ayant son siège à Luxembourg, pour l'exercice de l'activité de «centre d'accueil classique», appelé «Foyer Max & Moritz», à l'adresse: 1, rue de la Gare, L-3382 Noertzange.

L'agrément a été enregistré sous le numéro EF/CA/01/019.

Par arrêté ministériel du 3 septembre 2003, un agrément limité dans le temps a été accordé à l'organisme gestionnaire «Association Française Dufaing asbl», ayant son siège à Luxembourg, pour l'exercice de l'activité de «centre d'accueil classique», appelé «Institut St François - Groupes Arlequin et Robinson», à l'adresse: 26, route de Luxembourg, L-6750 Grevenmacher.

L'agrément a été enregistré sous le numéro EF/CA/01/013.

Ministère de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse. – Services pour personnes âgées. – Agréments. – Par arrêté ministériel du 2 septembre 2003, l'agrément définitif a été accordé à l'organisme gestionnaire «Hospice civil de la commune de Bertrange», ayant son siège à Bertrange, pour l'exercice de l'activité de «logement encadré pour personnes âgées» à l'adresse 1, am Bongert, L-8081 Bertrange.

L'agrément a été enregistré sous le numéro PA/98/03/016.

Par arrêté ministériel du 2 septembre 2003, l'agrément définitif a été accordé à l'organisme gestionnaire «Help, asbl», ayant son siège à Esch-sur-Alzette, pour l'exercice de l'activité d'«activités-senior» à l'adresse 54, rue Emile Mayrisch, L-4240 Esch-sur-Alzette.

L'agrément a été enregistré sous le numéro PA/03/09/006.

Par arrêté ministériel du 2 septembre 2003, l'agrément définitif a été accordé à l'organisme gestionnaire «Help, asbl», ayant son siège à Esch-sur-Alzette, pour l'exercice de l'activité de «soins à domicile» à l'adresse 54, rue Emile Mayrisch, L-4240 Esch-sur-Alzette.

L'agrément a été enregistré sous le numéro PA/00/11/004.

Par arrêté ministériel du 2 septembre 2003, l'agrément définitif a été accordé à l'organisme gestionnaire «Help, asbl», ayant son siège à Esch-sur-Alzette, pour l'exercice de l'activité d'«aide à domicile» à l'adresse 54, rue Emile Mayrisch, L-4240 Esch-sur-Alzette.

L'agrément a été enregistré sous le numéro PA/00/06/013.

Par arrêté ministériel du 2 septembre 2003, l'agrément définitif a été accordé à l'organisme gestionnaire «Administration communale de Bascharage», ayant son siège à Bascharage, pour l'exercice de l'activité de «repas-sur-roues» à l'adresse 24, rue de l'Eau à Bascharage.

L'agrément a été enregistré sous le numéro PA/01/07/037.

Par arrêté ministériel du 2 septembre 2003, l'agrément définitif a été accordé à l'organisme gestionnaire «Administration communale de Rumelange», ayant son siège à Rumelange, pour l'exercice de l'activité de «repas-sur-roues» à l'adresse 2, place Grande-Duchesse Charlotte à Rumelange.

L'agrément a été enregistré sous le numéro PA/00/07/033.

Par arrêté ministériel du 2 septembre 2003, l'agrément définitif a été accordé à l'organisme gestionnaire «Administration communale de Consdorf», ayant son siège à Consdorf, pour l'exercice de l'activité de «repas-sur-roues» à l'adresse 8, route d'Echternach à Consdorf.

L'agrément a été enregistré sous le numéro PA/03/07/049.

Par arrêté ministériel du 2 septembre 2003, l'agrément définitif a été accordé à l'organisme gestionnaire «Foyer Hiirzebiert asbl», ayant son siège à Ettelbruck, pour l'exercice de l'activité de «centre régional d'animation et de guidance» au Centre J.F. Kennedy à Ettelbruck.

L'agrément a été enregistré sous le numéro PA/98/05/008.

Santé.

Relevé des maladies transmissibles déclarées pendant le mois d'août 2003.

Maladies		Cantons													Totaux		
		Luxembourg-Ville	Luxbg-campagne	Esch-sur-Alzette	Capellen	Grevenmacher	Remich	Diekirch	Wiltz	Clervaux	Vianden	Mersch	Echternach	Redange	total du mois	total du mois précédent	total de l'année en cours
M = Maladie D = Décès																	
Fièvre typhoïde	M																
	D																
Fièvre paratyphoïde	M																
Lèpre	M																1
Autres Salmonelloses	M	13	8	22	4	3	5	5	4	2		2	2	2	72	73	251
	D																
Diphtérie	M																
	D																
Coqueluche	M																9
	D																
Scarlatine	M	1													1	9	67
Légionelloses	M															1	2
Brucelloses	M																
	D																
Méningite infectieuse	M															1	4
	D																
Dysenterie	M																
	D																
Tbc pulmonaire	M	2	1	3					1						7	3	27
	D																
Tbc autres organes	M															1	2
	D																
Tbc pleurale	M																
	D																
Tbc Primo-infection	M																3
	D																
Mal. Creutzfeldt-Jakob	M																
	D																
Paludisme	M	2		1											3	1	7
	D																
Hépatite infectieuse	M								1						1	2	12
Rougeole	M																1
Blennorragie	M			1											1		2
Condylome accum.	M																
Syphilis	M	1													1	3	10
Tétanos	M																
Psittacose	M																
S.I.D.A.	M															1	3
	D																1